



MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

©rcfotostock - stock.adobe.com

Bulletin officiel

Conventions collectives



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2024-34

24 août 2024

Accord du 30 juin 2023
relatif aux salaires minima

NOR : ASET2450747M

IDCC : 18

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIT SFTAS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FS CFDT ;

Fédéchimie FO ;

CMTE CFTC ;

CFE-CGC chimie ;

THC CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Préambule

Le présent accord a pour objet de revaloriser, dans l'industrie de production des textiles artificiels et synthétiques et produits assimilés, le barème de rémunérations minimales, pour l'ensemble des catégories professionnelles sur la base des classifications en vigueur dans la convention collective nationale des textiles artificiels et synthétiques et produits assimilés du 6 juin 1996.

Le barème est présenté en termes de minima. Les montants mensuels bruts des rémunérations minimales, résultant du présent accord, sont calculés sur une base de 152,19 heures (pour un horaire de 35 heures par semaine).

Le présent accord est applicable à toutes les entreprises de la branche des textiles artificiels et synthétiques et produits assimilés, sans stipulation spécifique concernant les entreprises de moins de 50 salariés, afin de préserver l'unité des salaires minima dans la branche.

Article 2 | Révision du barème des salaires minima mensuels

Les salaires minima mensuels des salariés font l'objet du barème ci-après applicable au 1^{er} juillet 2023.

Barème des salaires minima mensuels au 1^{er} juillet 2023

Coefficient	Salaire mensuel garanti (base 35 heures/semaine ou 152,19 heures/mois)
	Au 1 ^{er} juillet 2023
210	1 754 €
225	1 761 €
240	1 766 €
255	1 776 €
270	1 787 €
285	1 800 €
300	1 811 €
315	1 820 €
330	1 830 €
345	1 927 €
360	2 055 €
375	2 184 €
390	2 310 €
405	2 490 €
420	2 622 €
435	2 802 €
450	2 982 €
500	3 369 €
600	4 219 €
700	5 289 €
800	6 564 €

Article 3 | Rémunération minimale annuelle garantie

La rémunération minimale annuelle garantie (base 35 heures/semaine) est fixée à 21 140 € pour l'année 2023/2024 (vérification à faire au 30 juin 2024).

Article 4 | Rémunération garantie annuelle

Les rémunérations garanties annuelles (base 35 heures/semaine) sont fixées à :

	Période 07/2023 – 06/2024 ^[1]
RGA (niveau de responsabilité B)	21 140 €
RGA (niveau de responsabilité C)	21 200 €
RGA (niveau de responsabilité D)	21 740 €
RGA (niveau de responsabilité E)	21 960 €
RGA (niveau de responsabilité F)	26 230 €

	Période 07/2023 – 06/2024 ^[1]
RGA (niveau de responsabilité G)	29 995 €
RGA (niveau de responsabilité H)	35 500 €
[1] Vérification à faire au 30 juin 2024.	

Article 5 | *Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*

Les parties signataires rappellent le principe selon lequel, dans chaque entreprise, l'employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois.

Article 6 | *Clause de revoyure*

Les parties signataires conviennent qu'en cas de nouvelle hausse du Smic, dans le courant de l'année 2023, une réunion de la CPPNI sera organisée à l'initiative de l'Union des industries textiles, dans les 45 jours de ladite augmentation, pour évaluer l'impact éventuel de cette revalorisation sur les rémunérations minima garanties fixées dans le présent accord, et échanger, le cas échéant, sur une évolution des rémunérations minima garanties.

Article 7 | *Entrée en vigueur, notification, dépôt et extension*

L'accord, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail l'extension du présent accord, afin de le rendre applicable à toutes les entreprises et établissements entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie textile.

L'accord fera l'objet des mesures de publicité et de dépôt en vigueur.

L'accord pourra être révisé ou dénoncé à condition d'observer les règles définies aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 30 juin 2023.

(Suivent les signatures.)